

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif à
l'engagement d'une subvention pour le projet
d'aménagement de la Gérine, sur le territoire de
la commune de Marly**

Nous avons l'honneur de vous présenter la requête de la commune de Marly concernant l'engagement d'une subvention en faveur du projet d'aménagement de la Gérine sur son territoire.

Le présent message se subdivise comme suit:

1. Considérations générales
2. Justification du projet
3. Objectif du projet
4. Description des mesures et devis
5. Demande de subvention
6. Autres conséquences
7. Conclusion

Vous trouverez, en annexe:

Un plan de situation au 1 : 10'000 situant le tronçon concerné ainsi que trois coupes types de rampes en blocs d'enrochement et d'exhaussement par arrière-digue.

1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La Gérine est un affluent de la rive droite de la Sarine, qui prend sa source à une altitude de 1400 – 1500 mètres, dans la vallée du Plasselschlund, à l'est du sommet de la Berra. Le cours principal s'oriente tout d'abord au nord – nord-est dans le vallon du Plasselschlund en recevant comme principaux affluents le Torrygraben, le Paradisabach et le Höllbach. Il atteint Plasselb et s'oriente ensuite au nord – ouest sur le reste de son cours. Sur ce secteur, le principal affluent est le ruisseau de la Nesslera, juste à l'amont de la commune de Marly. Après plus de 20 kilomètres depuis ses sources et après avoir traversé Marly, la Gérine se jette dans la Sarine à l'altitude de 565 mètres.

Le bassin hydrographique de la Gérine a une superficie de 85 km² à son embouchure dans la Sarine et de 77,5 km² à l'entrée du tronçon sur la commune de Marly, au lieu-dit «Corbaroche». Il conserve jusqu'à son arrivée sur la partie plaine les caractéristiques typiques de torrent des Préalpes. Géologiquement tout le massif amont est constitué de flysch que la fréquence et l'importance des précipitations rendent très instable. Le charriage et l'alluvionnement des volumes de matériaux mobilisés par la Gérine sont des éléments très importants à prendre en compte pour le tronçon à travers Marly.

Sur le territoire de la commune de Marly, entre le lieu-dit «Corbaroche» et l'embouchure du ruisseau de Copy, l'agglomération riveraine a été protégée par des ouvrages d'endiguement. Les berges et le lit sont fixés depuis le début du siècle passé par des ouvrages longitudinaux en perrés et enrochement et des ouvrages transversaux sous forme de seuils et barrages en béton. Le dernier projet concernant la réfection et les compléments de cet aménagement a été réalisé en 1972; les travaux ont été exécutés pour la plus grande partie de 1973 à 1980.

2. JUSTIFICATION DU PROJET

En 1994, le glissement de terrain de la Chlöwena à Plasselb provoquait l'obstruction du lit du Höllbach dans le Plasselschlund. Ce glissement occasionna la formation d'une rétention d'eau susceptible de rupture avec le risque pour l'aval du dévalement d'une crue importante dépassant les capacités d'écoulement, notamment sur le tronçon de Marly. La capacité de la Gérine était en outre devenue insuffisante pour la crue centennale pour laquelle elle avait été dimensionnée sur le tronçon de Marly. Ce déficit de capacité provenait en grande partie du fait de la formation d'atterrissement dans le lit, de l'emprise des boisements des berges dans le profil d'écoulement et de la discontinuité longitudinale de capacité occasionnée par l'irrégularité de l'endiguement. Cette situation de danger avait alors nécessité la planification de mesures d'aménagement d'urgence.

De ces mesures, seule l'extraction de matériaux, au lieu-dit «Corbaroche» sur le tronçon à l'amont, a été exécutée. Alors que la probabilité d'occurrence d'une crue extraordinaire due à la rupture de la rétention d'eau sur le Höllbach diminuait, les autres mesures ont été reportées. Ce renvoi a permis d'élaborer un projet répondant mieux aux nouvelles exigences de protection contre les crues et à la prise en compte de contraintes liées à la présence de zones alluviales d'importance nationale, en amont et en aval du tronçon.

Les mesures de protection appropriées ont été définies suite à l'identification des différents types de phénomènes (inondation, érosion ou propagation de laves torrentielles), de leur intensité et de leur probabilité d'occurrence. Dans le cas de la Gérine à Marly, l'ensemble des surfaces planes riveraines constituant son lit majeur est menacé d'inondation.

De Corbaroche au pont de la route cantonale, les débordements se développent de part et d'autre, mais de manière plus étendue en rive droite qu'en rive gauche. A noter que le retour des eaux dans la Gérine, en rive droite, a lieu à l'aval de la passerelle au droit des installations de tennis et en particulier à l'endroit de l'emplacement du camping, rendant la situation préoccupante.

Les inondations dommageables reprennent à l'aval du pont de la route cantonale pour ne prendre fin qu'en contrebas du tronçon rectifié.

Cette situation de dangers est assurément dommageable et inacceptable pour les surfaces urbanisées aux abords de la Gérine qui sont en fait implantées dans le lit majeur du cours d'eau.

3. OBJECTIF DU PROJET

L'objectif de protection est de réduire la probabilité des débordements de la Gérine à une crue supérieure à un temps de retour de 300 ans, pour atteindre un risque très faible d'inondation. Différentes mesures sont préconisées: des mesures d'aménagement du territoire, des mesures d'entretien et des mesures constructives.

Les mesures d'aménagement du territoire comprennent notamment l'évacuation du camping existant et une réglementation spéciale pour certaines zones.

Les mesures d'entretien concernent l'établissement d'un concept d'entretien de la végétation à l'intérieur de l'espace réservé à la Gérine de façon à conserver une capacité d'écoulement constante.

Les mesures constructives concernent l'augmentation de la capacité d'écoulement de la Gérine par la mise en place de digues et d'arrière-digues, tout en tenant compte qu'un débordement pour une crue supérieure au débit de dimensionnement (événement extrême) ne cause pas plus de dégâts que dans la situation actuelle. La mise en place d'arrière-digues, en cas de crues importantes, permettra l'agrandissement du lit actif jusqu'en limite du domaine public constitué sur une grande partie du tronçon par une bande d'environ 20 mètres de largeur sur chaque rive.

Outre les mesures constructives, la cessation des extractions d'alluvions à Corbaroche, à Marly et sur d'autres endroits en amont permettra le relèvement du lit jusqu'à sa pente d'équilibre. Cette cessation d'extraction diminuera les atteintes à la nature et permettra le recouvrement des fondations des ouvrages transversaux et longitudinaux, diminuant leur besoin de reprises en sous-œuvre.

Les mesures doivent être planifiées afin d'atténuer les atteintes à la nature, voire de proposer des améliorations. Celles-ci concernent la revitalisation et le complément du boisement du couloir de chaque côté du cours d'eau, la remise à ciel ouvert de tronçons de ruisseaux juste avant leur confluence avec la Gérine, l'aménagement d'une bassière et l'aménagement de rampes à poissons au droit de tous les seuils pour permettre leur franchissement par la faune piscicole.

4. DESCRIPTION DES MESURES ET DEVIS

Mesures	Fr.
Protection d'un collecteur à Corbaroche: construction de 3 épis en enrochement	55 500
Construction d'arrière-digues en amont de la route cantonale, longueur 720 m	220 000
Construction d'arrière-digues en aval de la route cantonale, longueur 1430 m	141 000
Assainissement des seuils en amont et en aval de la route cantonale	583 500
Aménagement des ruisseaux de la Pudressa et de la Crausaz	76 000
Aménagement d'une bassière au lieu-dit «Fontanette»	15 000
Revitalisation de la forêt riveraine sur tout le tronçon	66 000
Total travaux	1 157 000
Divers et imprévus, env. 15 %	173 670
Honoraires projet, env. 15 %	200 000
Total	1 530 670
TVA 7.6 %	116 330
Travaux urgents automne 1997, extraction de matériaux au lieu-dit «Corbaroche»	33 000
Total général	1 680 000

5. DEMANDE DE SUBVENTION

Le projet comprend un ensemble de mesures coordonnées destinées, d'une part, à la protection de la zone urbanisée de Marly au bord de la Gérine et d'autre part, à la valorisation écologique de ce tronçon qui est situé entre deux zones alluviales d'importance nationale. Les travaux seront réalisés en 2 phases réparties sur 4 ans dès le printemps/été 2004 par la commune de Marly.

La conception du projet a été définie d'entente avec l'Office fédéral des eaux et de la géologie et l'Office fédéral

de l'environnement, des forêts et du paysage. L'Office fédéral des eaux et de la géologie est disposé à engager une subvention fédérale sur la base du devis des travaux. La subvention attendue est d'environ 42 %, soit 705 600 francs, qui sont entièrement acquis à la commune.

Le projet a fait l'objet d'un permis de construire, le 14 octobre 2003.

Nous référant à l'article 41 de la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux et à ses arrêtés d'exécution des 7 avril 1981 et 22 février 1994, nous vous proposons d'accorder à la commune de Marly une subvention de 31 % pour l'exécution des travaux dont le montant est estimé à 1 680 000 francs. Cette subvention représente un montant de 520 800 francs, réduit de 10 % à 468 720 francs en application du décret du 7 octobre 1992 relatif à la réduction linéaire des subventions cantonales durant les années 1993 à 2004, modifié les 23 juin 1993, 20 octobre 1994, 17 septembre 1997 et 6 avril 2001, et des actes d'application y relatifs, et est payable selon l'avancement des travaux et les disponibilités du budget.

6. AUTRES CONSÉQUENCES

Le décret proposé n'a pas d'influence sur la répartition des frais entre l'Etat et les communes, ni sur le personnel et n'est pas concerné par les questions d'eurocompatibilité.

7. CONCLUSION

Nous vous invitons à adopter ce projet de décret en accordant la subvention sollicitée par la commune de Marly pour le réaménagement de la Gérine.

Annexes: 1 plan de situation au 1 : 10'000 situant le tronçon concerné
3 coupes types de rampes en blocs d'enrochement et d'exhaussement par arrière-digue.

BOTSCHAFT Nr. 126 22. März 2004
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an das
Wasserbauprojekt in der Ärgera auf dem Gebiet
der Gemeinde Marly

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Antrag der Gemeinde Marly für die Gewährung eines Beitrags zugunsten des Wasserbauprojekts in der Ärgera auf ihrem Gemeindegebiet.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

1. Allgemeine Bemerkungen
2. Rechtfertigung des Projekts
3. Ziele des Projekts
4. Beschreibung der Massnahmen und Kostenschätzung
5. Subventionsantrag
6. Weitere Folgen
7. Schlussfolgerungen

Anhang: Ein Situationsplan im Massstab 1 : 10'000, in dem der Eingriffsabschnitt eingetragen und drei Normalprofile der Steinblockrampen und der rückwärtigen Dämme dargestellt sind.

1. ALLGEMEINE BEMERKUNGEN

Die Ärgera ist ein Zufluss der Saane (rechte Seite), deren Quelle sich im Plasselbschlund in 1400 – 1500 Metern Höhe befindet, und zwar östlich des Berra-Gipfels. Der Hauptlauf des Baches fliesst zuerst Richtung Nord-Nord-Osten in den Plasselbschlund. Als Hauptzuflüsse fliessen hier der Torrygraben, der Paradisabach und der Höllbach in die Ärgera ein. Nach Plasselb fliesst der Bach Richtung Nord-Westen weiter. Auf diesem Abschnitt – bis unmittelbar vor dem Gebiet der Gemeinde Marly – stellt der Nesslerer-Bach den Hauptzufluss dar. Mehr als 20 km nach seiner Quelle und nachdem er die Gemeinde Marly durchflossen hat, mündet die Ärgera in die Saane (auf 565 m ü. M.).

Das Einzugsgebiet der Ärgera umfasst bei ihrem Zusammenfluss mit der Saane eine Fläche von 85 km² und unmittelbar oberhalb des Abschnitts auf dem Gebiet der Gemeinde Marly – bei «Corbaroche» – 77,5 km². Bis zum Mittelland weist der Bach die typischen Merkmale eines prealpinen Wildbaches auf. Aus geologischer Sicht besteht das gesamte Massiv flussaufwärts aus Flyschmaterial, das durch die zahlreichen und bedeutenden Niederschläge sehr instabil ist. Entsprechend stellen die Geschiebefracht und der Geschiebetransport der Ärgera bedeutende Elemente dar, die bei den Arbeiten in dem durch Marly fliessenden Abschnitt unbedingt berücksichtigt werden müssen.

Auf dem Gebiet der Gemeinde Marly, zwischen der Ortschaft «Corbaroche» und dem Zufluss des Copy-Baches wurden die an den Bach angrenzenden Grundstücke durch wasserbauliche Bauwerke geschützt. Die Uferböschungen und das Bachbett wurden Anfang des letzten Jahrhunderts durch Längsverbauungen aus Steinen und Blöcken sowie durch Querverbauungen in Form von Betonrampen und -schwellen fixiert. Das letzte Projekt zur Instandsetzung und Erweiterung dieser Verbauungen datiert von 1972. Die Arbeiten wurden grösstenteils zwischen 1973 und 1980 realisiert.

2. RECHTFERTIGUNG DES PROJEKTS

1994 führte die Rutschung des Gebiets Chlöwena in Plasselb zur Verklausung des Gewässerbettes des Höllbaches im Plasselbschlund. Durch die Rutschung bildete sich ein Damm, der jederzeit hätte brechen und weiter flussabwärts zu bedeutenden Überschwemmungen führen können, die sämtliche Abflusskapazitäten der weiter flussabwärts liegenden Abschnitte – insbesondere des Abschnitts durch Marly – überstiegen hätten. Die Abflusskapazität der Ärgera entsprach nicht mehr dem hundertjährigen Hochwasser, für das sie auf dem Abschnitt durch Marly dimensioniert worden war. Grund dieses Kapazitätsmangels waren insbesondere die Geschiebeablagerungen im Gewässerbett, das Hineinwachsen der Ufervegetation ins Abflussprofil und das unregelmässige Längsprofil auf Grund von unregelmässigen Verbauungen. Diese Gefahrensituation erforderte daher die Realisierung dringender Verbauungsarbeiten.

Allerdings wurde von diesen dringenden Verbauungsmassnahmen einzig die Materialentnahme oberhalb von

«Corbaroche» ausgeführt. Da die Wahrscheinlichkeit eines ausserordentlichen Hochwassers auf Grund des Bruches des beim Einfluss des Höllbaches gebildeten Dammes abklang, wurden die übrigen Massnahmen auf später verschoben. Dadurch konnte ein Projekt ausgearbeitet werden, das den neuen Anforderungen in Sachen Hochwasserschutz besser entspricht und den oberhalb und unterhalb des fraglichen Abschnitts bestehenden Auenzonen von nationaler Bedeutung Rechnung trägt.

Die angemessenen Schutzmassnahmen konnten nach der Identifizierung der vorkommenden Phänomene (Überschwemmung, Erosion und Bildung von Murgängen), deren Intensität und deren Auftretenswahrscheinlichkeit bezeichnet werden. Was den Ärgera-Abschnitt in Marly angeht, so sind sämtliche ufernahen Flachzonen im erweiterten Bachbett überschwemmungsgefährdet.

Von «Corbaroche» bis zur Kantonsstrassenbrücke kommen Ausuferungen des Baches auf beiden Uferseiten vor, sie sind aber am rechten Ufer bedeutender als am linken. Dabei ist festzuhalten, dass das Wasser auf der rechten Uferseite unterhalb des Stegs auf der Höhe der Tennisanlagen, genauer beim Camping-Platz, wieder in den Bach zurückfliesst. Die Situation ist daher alles andere als unbedenklich.

Schaden verursachende Überschwemmungen ereignen sich auch unterhalb der Kantonsstrassenbrücke, und zwar bis zu den begradigten Abschnitten.

Diese Situation ist für die bebauten Zonen entlang der Ärgera, die sich innerhalb des Hauptbettes des Baches befinden, mit Risiken und möglichen Schäden verbunden. Diese Situation kann nicht weiter geduldet werden.

3. ZIELE DES PROJEKTS

Ziel des Projekts ist die Reduktion der Ausuferungswahrscheinlichkeit der Ärgera über die Wiederkehrperiode von 300 Jahren. Das Restrisiko einer Überschwemmung kann dadurch bedeutend reduziert werden. Zur Erreichung dieses Zieles sind verschiedene Massnahmen vorgesehen – raumplanerischer, unterhaltstechnischer und baulicher Art.

Die raumplanerischen Massnahmen sehen die Entfernung des Campings und eine spezielle Reglementierung für einige Zonen vor.

In Sachen Unterhalt ist die Ausarbeitung eines Unterhaltskonzeptes für die innerhalb des Raumbedarfs der Ärgera bestehende Vegetation vorgesehen, wodurch eine konstante Abflusskapazität gewährleistet werden kann.

Die baulichen Massnahmen sehen die Erhöhung der Abflusskapazität der Ärgera vor, und zwar durch die Realisierung von Dämmen und rückwärtigen Dämmen. Dabei ist zu bedenken, dass eine Ausuferung bei einem Hochwasserereignis, das den Projektabfluss übersteigt (Extremhochwasser), nicht mehr Schäden verursachen würde, als dies in der heutigen Situation der Fall wäre. Dank der Aufstellung von rückwärtigen Dämmen im Fall von bedeutenden Hochwassern kann das tatsächliche Abflussprofil bis zur Grenze der öffentlichen Gewässer vergrössert werden. Diese Grenze entspricht auf weiten Teilen des Abschnitts einem 20 m breiten Band auf beiden Uferseiten.

Abgesehen von den baulichen Massnahmen kann durch die Einstellung der Geschiebeentnahmen bei «Corbaroche», in Marly, und an weiteren Stellen flussaufwärts das

Bachbett auf sein natürliches Gefälle angehoben werden. Dank dem Verzicht auf weitere Geschiebeentnahmen können weitere Belastungen der Natur verhindert und die Fundamente der Längs- und Querbauten zugeschüttet werden, wodurch weniger Unterhaltsmassnahmen (Verstärkung der Fundamente) erforderlich sind.

Die vorgesehenen Massnahmen müssen so geplant werden, dass der natürlichen Flora und Fauna möglichst wenig Schaden zugefügt wird, wenn nicht sogar Verbesserungen vorgeschlagen werden können. Solche Verbesserungen betreffen die Revitalisierung und weitere Aufstockungen der Ufervegetation auf beiden Seiten, die Aushöhlung von Bachabschnitten unmittelbar vor den Zusammenflüssen mit der Ärgera sowie die Einrichtung einer seichten Stelle und von Fischrampen bei sämtlichen Abstürzen, damit die Fische ungehindert migrieren können.

4. BESCHREIBUNG DER MASSNAHMEN UND KOSTENSCHÄTZUNG

Massnahmen	Fr.
Schutz einer Sammelleitung bei Corbaroche: Bau dreier Steinbühnen	55 500
Bau eines rückwärtigen Dammes oberhalb der Kantonsstrasse, Länge 720 m	220 000
Bau eines rückwärtigen Dammes unterhalb der Kantonsstrasse, Länge 1430 m	141 000
Sanierung der Abstürze oberhalb und unterhalb der Kantonstrasse	583 500
Verbauungen in den Pudressa- und Crausazbächen	76 000
Einrichtung einer seichten Stelle bei «Fontanette»	15 000
Revitalisierung der Ufervegetation auf dem ganzen Abschnitt	66 000
Total der Arbeiten	1 157 000
Verschiedenes und Unvorhergesehenes, rund 15 %	173 670
Honorare für die Ausarbeitung des Projekts, rund 15 %	200 000
Total	1 530 670
MWST 7.6 %	116 330
Dringende Arbeiten vom Herbst 1997, Materialentnahme bei «Corbaroche»	33 000
Gesamttotal	<u>1 680 000</u>

5. SUBVENTIONSANTRAG

Das Vorhaben umfasst untereinander koordinierte Massnahmen, wobei einerseits die bebaute Zone entlang der Ärgera in Marly geschützt und andererseits der Abschnitt zwischen den zwei Auenzonen von nationaler Bedeutung ökologisch aufgewertet werden soll. Die Arbeiten werden in zwei Etappen ausgeführt; sie dauern vier Jahre. Im Frühling/Sommer 2004 wird die Gemeinde Marly mit der Ausführung der Arbeiten beginnen.

Das Projektkonzept wurde mit dem Bundesamt für Wasser und Geologie (BWG) und dem Bundesamt für Umwelt-, Wald- und Landschaft (BUWAL) abgesprochen. Das BWG hat der Gewährung einer Beitragszahlung des Bundes auf der Grundlage der Kostenschätzung zugestimmt. Die voraussichtliche Subventionierung entspricht ca. 42 %, d.h. 705 600 Franken, die direkt der Gemeinde zufließen.

Für das Vorhaben wurde am 14. Oktober 2003 eine Baubewilligung erteilt.

Entsprechend den Bestimmungen in Artikel 41 des Gesetzes vom 26. November 1975 über den Wasserbau und dessen Ausführungsreglemente vom 7. April 1981 und 22. Februar 1994 beantragen wir Ihnen, der Gemeinde Marly einen Beitrag in der Höhe von 31 % der auf 1 680 00 Franken geschätzten Kosten für die Ausführung der Arbeiten zu gewähren. Die Subvention beträgt somit 520 800 Franken, wobei sie in Anwendung des Dekrets vom 7. Oktober 1992 über die lineare Kürzung der Kantonsbeiträge während der Jahre 1993 bis 2004 und dessen Änderungen vom 23. Juni 1993, 20. Oktober 1994, 17. September 1997 und 6. April 2001 sowie seiner Ausführungserlasse um 10 % auf 468 720 Franken gekürzt wird. Die Beiträge werden entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel überwiesen.

6. WEITERE FOLGEN

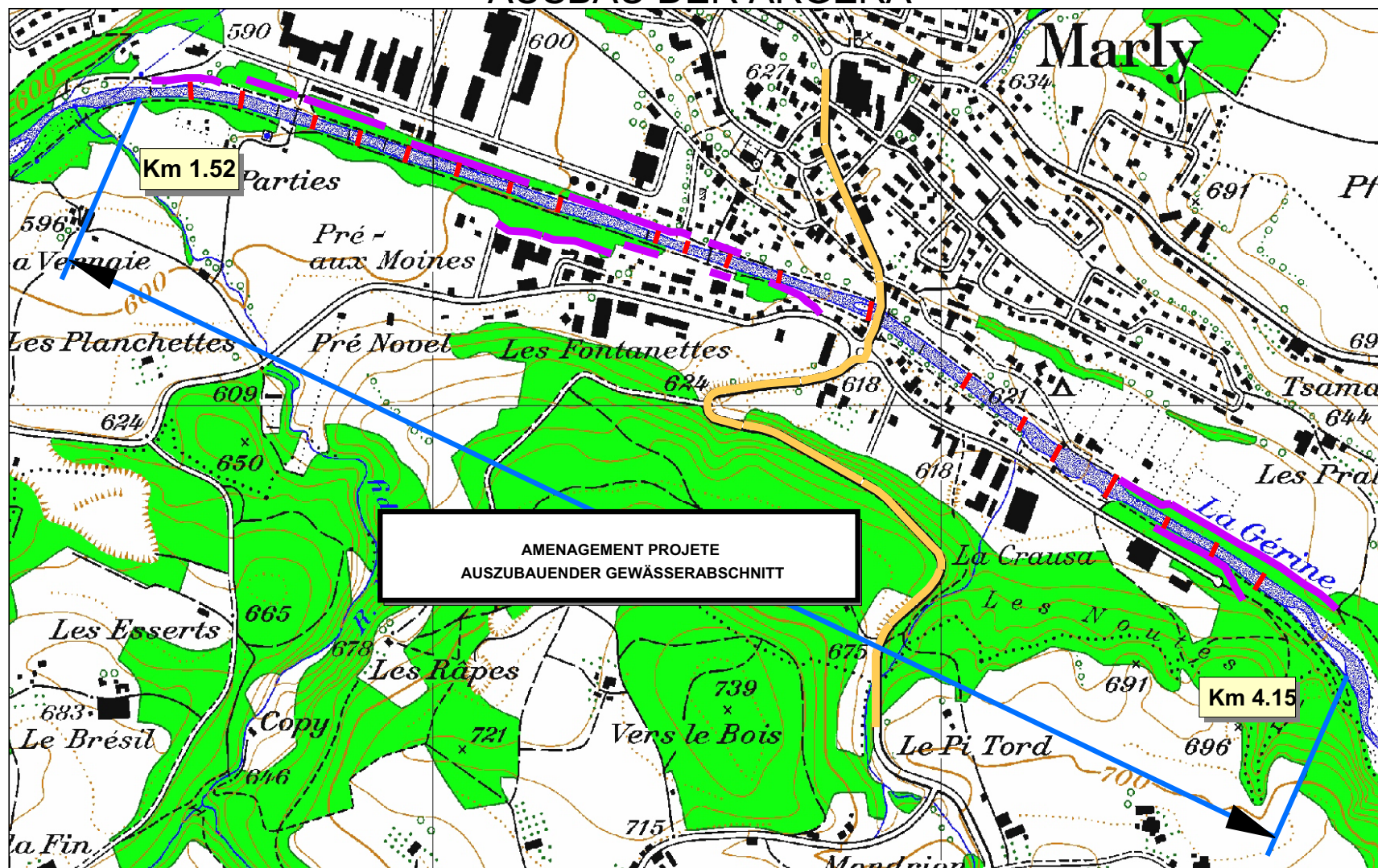
Das vorgeschlagene Dekret hat weder Einfluss auf die Kostenaufteilung zwischen Staat und Gemeinden noch auf das Personal. Es ist von den Fragen der Eurokompatibilität nicht betroffen.

7. SCHLUSSFOLGERUNGEN

Wir beantragen Ihnen den Dekretsentwurf für die Gewährung einer von der Gemeinde Marly für den Ausbau der Ärgera beantragten Beitragszahlung zu unterstützen.

Anhänge: 1 Situationsplan 1 : 10'000
3 Normalprofile der Steinblockrampen – rückwärtige Dämme

AMENAGEMENT DE LA GERINE AUSBAU DER ÄRGERA



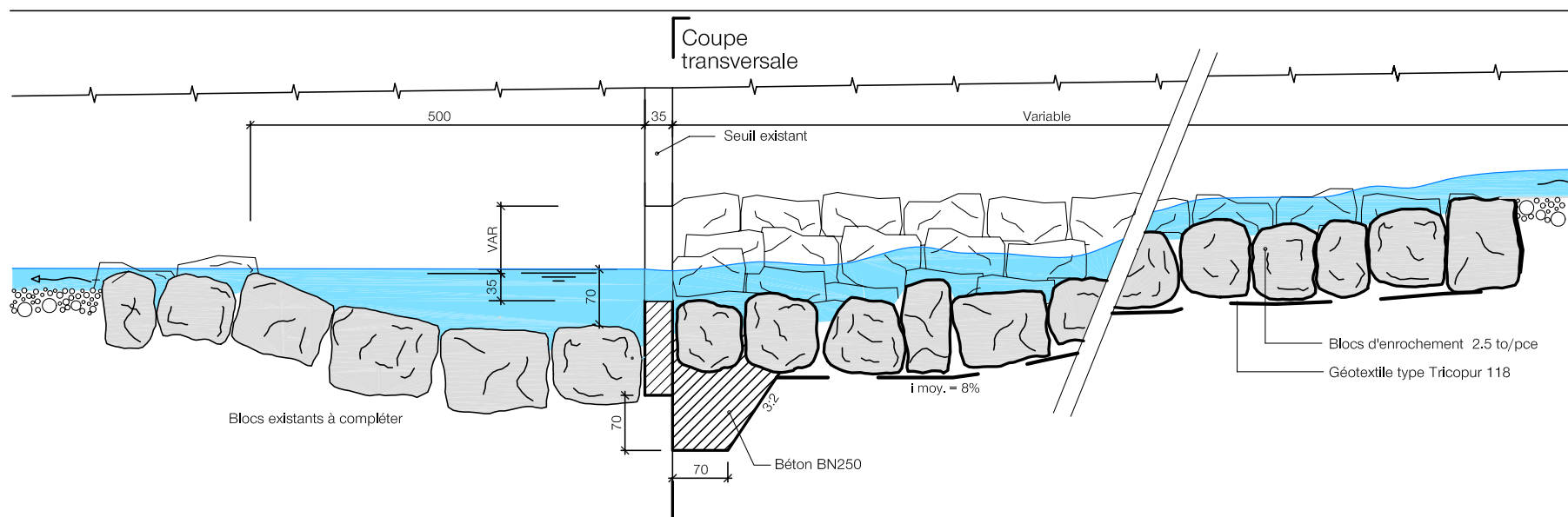
Légende

- Rampes à poissons / Fischgänge Blockrampe.shp
- Aménagement projeté / Auszubauender gewässerabschnitt
- Dignes - Arrière-dignes / Damm .shp
- Route cantonale / Kantonalstrasse

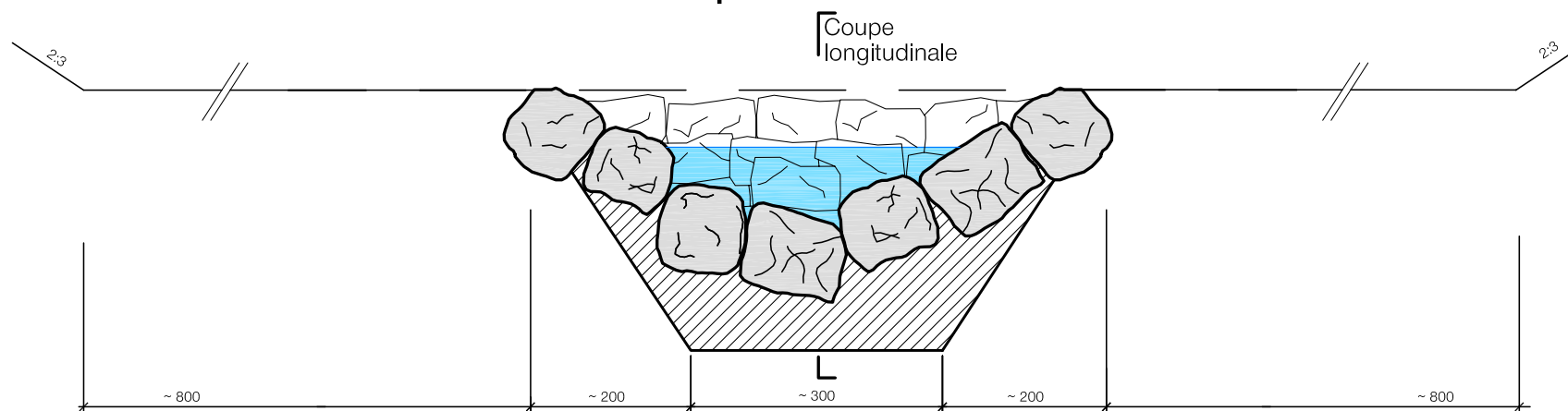
Echelle / Masstab 1:10'000

BASSIN VERSANT / EINZUGSGEBIETE
77.5 KM2

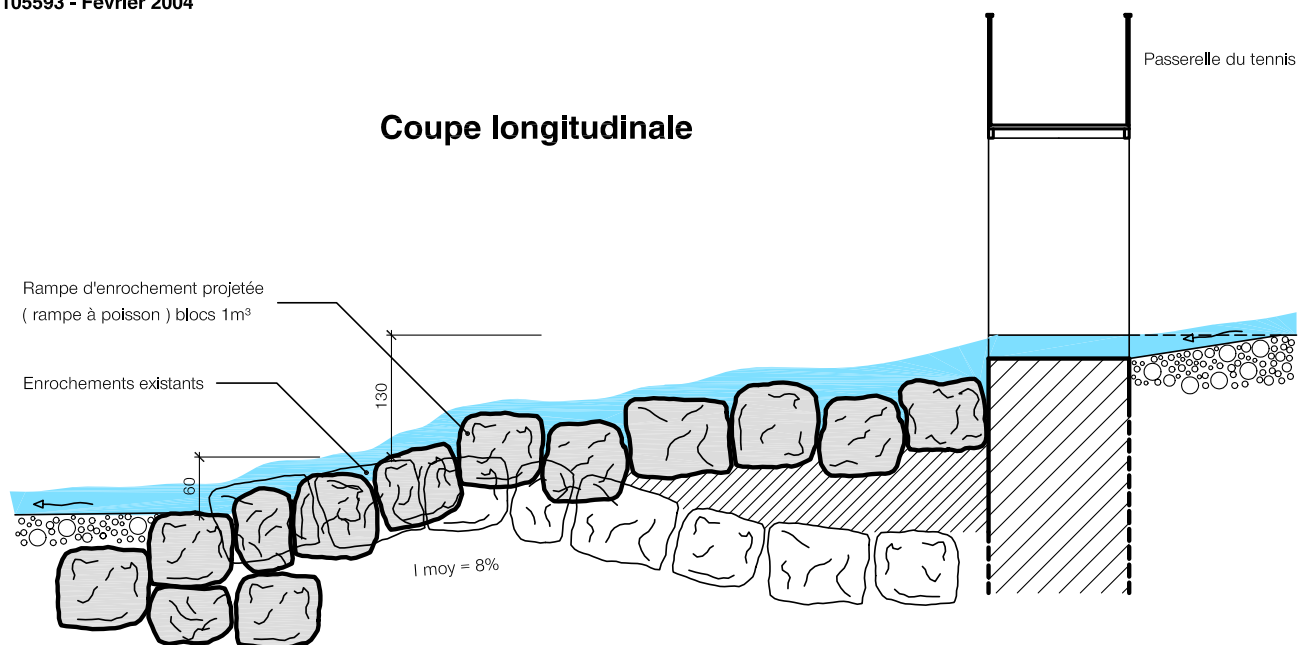
Coupe longitudinale



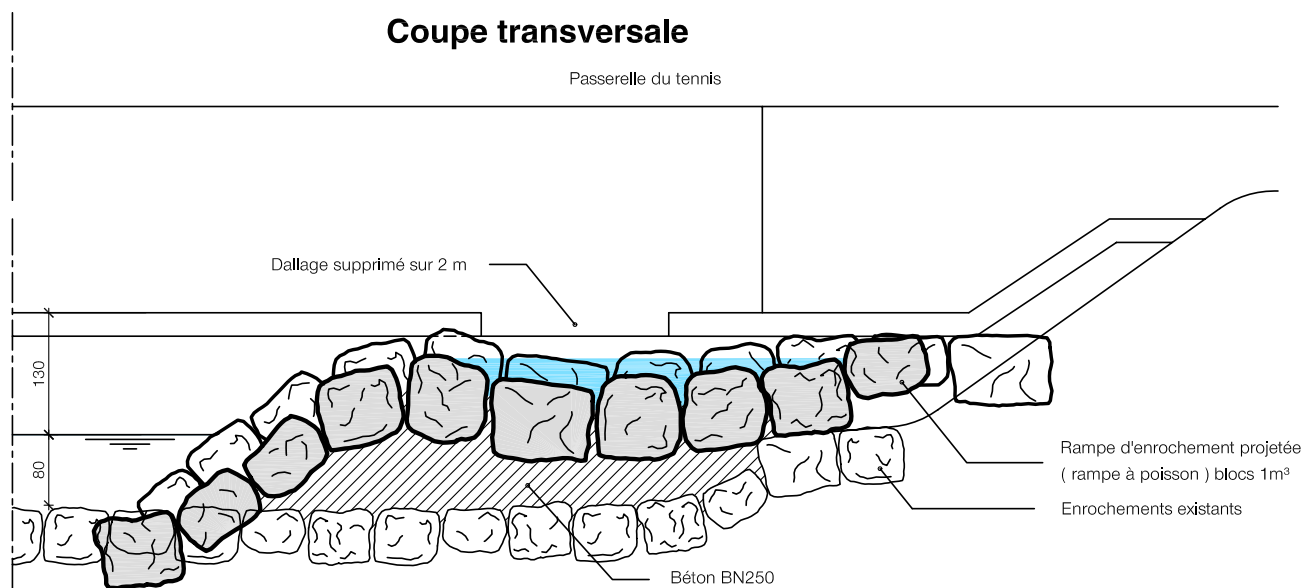
Coupe transversale



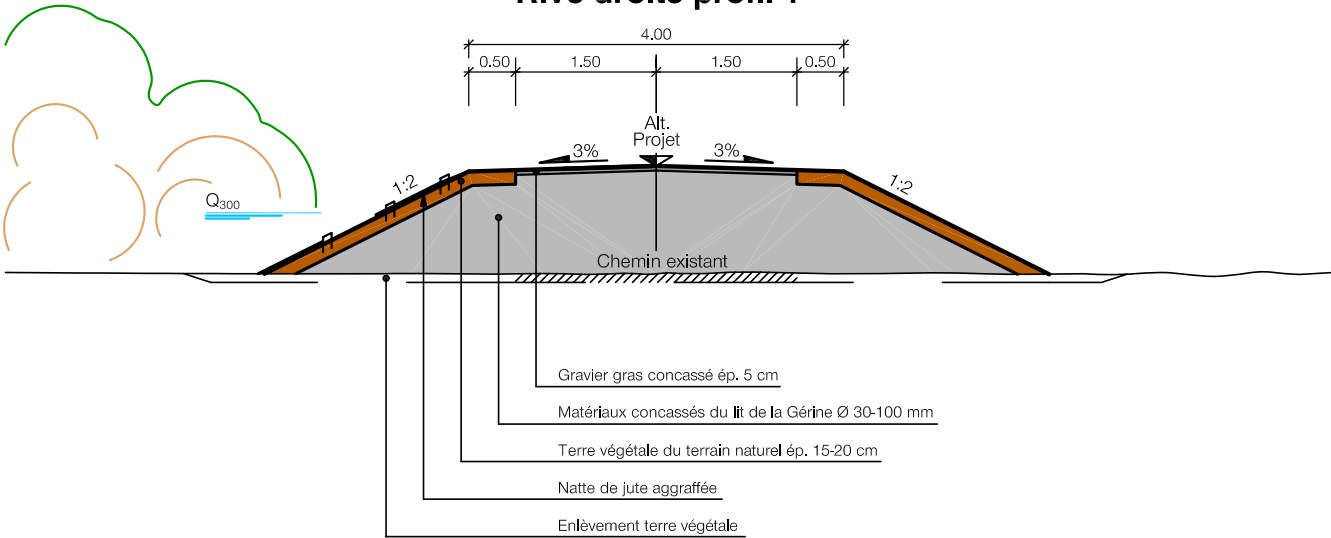
Coupe longitudinale



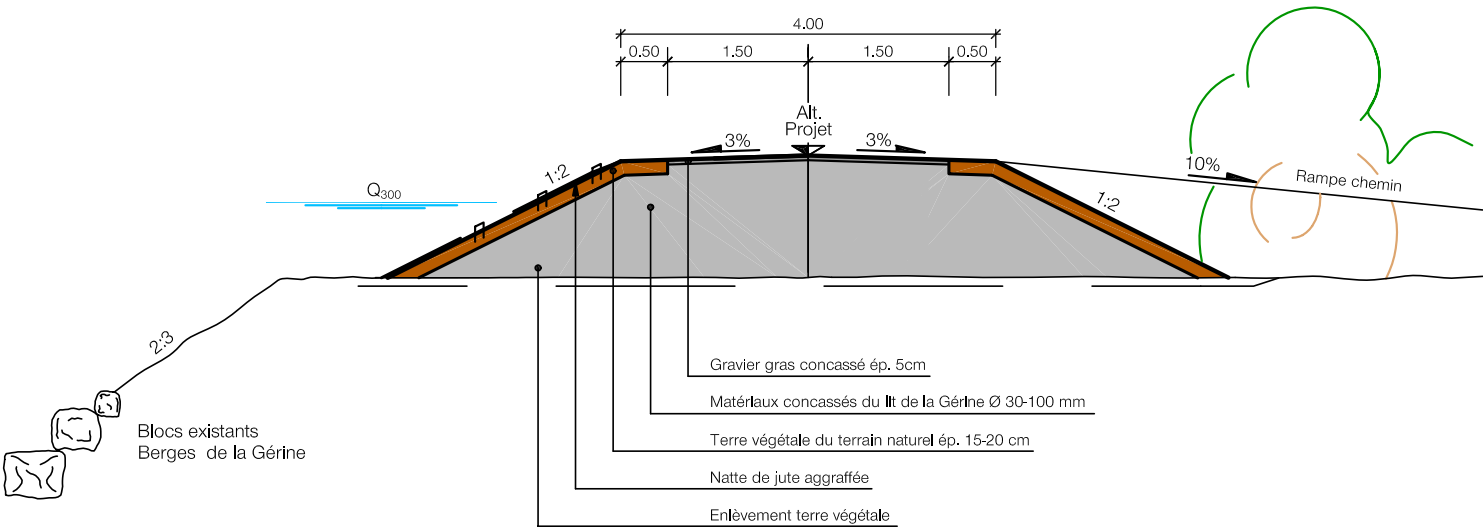
Coupe transversale



Rive droite profil 1



Rive droite profil 2



Décret

du

**relatif à l'engagement d'une subvention
pour le projet d'aménagement de la Gérine,
sur le territoire de la commune de Marly**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux;

Vu le décret du 7 octobre 1992 relatif à la réduction linéaire des subventions cantonales durant les années 1993 à 2004, modifié les 23 juin 1993, 20 octobre 1994, 17 septembre 1997 et 6 avril 2001, ainsi que les actes d'application y relatifs;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message du Conseil d'Etat du 22 mars 2004;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

La requête de la commune de Marly relative à l'aménagement de la Gérine, sur son territoire, est acceptée.

Art. 2

¹ Une subvention égale à 31 % de la dépense effective, évaluée à 1 680 000 francs, mais 520 800 francs au maximum, est accordée à la commune de Marly.

² Conformément au décret relatif à la réduction linéaire des subventions cantonales durant les années 1993 à 2004 et aux actes d'application s'y rapportant, la subvention prévue à l'alinéa 1 fera l'objet d'une réduction de 10 %, pour être portée à 468 720 francs.

Dekret

vom

**über einen Beitrag an das Wasserbauprojekt in der Ärgera
auf dem Gebiet der Gemeinde Marly**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau;

gestützt auf das Dekret vom 7. Oktober 1992 über die lineare Kürzung der Kantonsbeiträge während der Jahre 1993 bis 2004 und dessen Änderungen vom 23. Juni 1993, 20. Oktober 1994, 17. September 1997 und 6. April 2001 sowie die entsprechenden Ausführungserlasse;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 22. März 2004;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Antrag der Gemeinde Marly für einen Ausbau der Ärgera auf dem Gemeindegebiet wird angenommen.

Art. 2

¹ Der Gemeinde Marly wird ein Beitrag von 31 % der tatsächlichen, auf 1 680 000 Franken geschätzten Ausgaben gewährt, höchstens aber 520 800 Franken.

² Entsprechend dem Dekret über die lineare Kürzung der Kantonsbeiträge während der Jahre 1993 bis 2004 und seiner Ausführungserlasse wird der Beitrag nach Absatz 1 um 10 % auf 468 720 Franken gekürzt.

³ Cette dépense sera supportée par le centre de charges 562.050/P/PCEE-SUB-100-001, «section Lacs et cours d'eau – subventions cantonales», suivant l'avancement des travaux et les disponibilités du budget.

Art. 3

La commune de Marly s'engage, en acceptant la subvention, à maintenir les ouvrages en bon état.

Art. 4

¹ Ce décret n'a pas de portée générale.

² Il n'est pas soumis au referendum financier.

³ Die Ausgabe wird entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden finanziellen Mitteln unter der Kostenstelle 562.050/P/PCEE-SUB-100-001 «Sektion Gewässer – Kantonsbeiträge» verbucht.

Art. 3

Mit der Annahme der Beitragszahlung verpflichtet sich die Gemeinde Marly, die Verbauungen in einem guten Zustand zu erhalten.

Art. 4

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich.

² Es unterliegt nicht dem Finanzreferendum.